

l'état sauvage? Voici la preuve qu'il a donnée: M. Eisenhower et M. Dulles ont visité Ottawa! Ils ont fait cela dans le passé. Il est vrai que le président n'avait pas encore prononcé un discours pour critiquer le détournement,—politique conservatrice,—et loué l'expansion,—politique libérale,—comme fondement essentiel d'une sage politique commerciale. Ce fut le premier indice que le jardinage se faisait avec plus de compétence.

L'autre preuve qu'il a donnée à son auditoire est qu'il existe maintenant trois comités légalement constitués de hauts représentants du Canada et des États-Unis. L'un de ces comités est le comité parlementaire-congressionnel, proposé en premier lieu par le comité Hays-Coffin de la Chambre des représentants des États-Unis, repris par le gouvernement du Canada et approuvé par le Parlement. J'espère que ce comité, qui a tenu sa première réunion sous votre distinguée présidence, monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la délégation canadienne, deviendra un outil utile et précieux. Sauf erreur, la première rencontre était une réunion préliminaire et la prochaine aura lieu dans six mois à Ottawa. Nous souhaitons plein succès à ce comité.

Le deuxième comité mentionné à propos de cette horticulture était un comité du ministère de la Défense qui, à mon avis, ne s'est pas encore réuni.

L'hon. M. Fleming: Soyez donc à la page!

L'hon. M. Pearson: Ou, s'il s'est déjà réuni,—et le ministre ne nous a pas encore mis au courant,—il s'agit d'une réunion à Paris, à propos de la conférence du Conseil de l'OTAN, entre le ministre canadien de la Défense nationale et le secrétaire de la Défense des États-Unis. En effet, s'il y a eu réunion, ce ne peut être que celle-là, sinon le ministre peut rectifier mon affirmation. Je rappellerai au ministre que ce genre d'entretien a eu lieu chaque année lors de la conférence annuelle de l'OTAN.

On signale encore une fois ce jardinage efficace à propos du comité interministériel du Canada et des États-Unis sur le commerce, institué par l'ancien gouvernement mais qui s'est réuni assez récemment à Ottawa, en janvier. Quand le premier ministre prendra la parole, j'espère qu'il produira quelque témoignage plus impressionnant de son jardinage que le communiqué de la réunion en cause. J'ai lu ce communiqué avec beaucoup de soin. J'ai l'habitude de rédiger des communiqués à l'issue de conférences internationales. Je crois comprendre qu'on a mis trois heures pour rédiger celui dont il s'agit. Je n'ai jamais vu de communiqué relatif à une conférence internationale qui soit plus vide de sens que celui-ci, ou plus

verbeux. Il ne faisait que promettre que, dans la mesure du possible, aucun gouvernement ne ferait quoi que ce soit qui pût nuire à l'autre,—ce qui est fort bien,—ou, dans le cas d'une consultation, il annonce qu'il y en aura, lorsque la chose sera possible, sur ces questions. Les consultations n'auront lieu que lorsqu'elles seront pratiquement possibles si l'on en croit le communiqué. Je proposerais aux ministres dont relève plus particulièrement le comité en cause, de moins se soucier des trois heures consacrées à la rédaction du communiqué et de s'occuper un peu plus des grands problèmes qui se posent dans leurs relations. Le premier ministre est peut-être satisfait de lui-même en ce qui concerne les rapports canado-américain. Mais ce contentement n'est pas partagé par certains comptes rendus non politiques. L'un de ceux-ci, celui d'un comité important mais non officiel d'hommes d'affaires canado-américains, qui s'est réuni en automne dernier, déclarait:

... qu'il ne fallait pas permettre aux relations commerciales d'empirer.

En d'autres termes, ils voulaient "qu'on cultive mieux son jardin" qu'on ne l'avait fait spasmodiquement au cours des seize mois précédents. Le fait que l'horticulture des conservateurs n'a pas été aussi productive que le premier ministre l'avait annoncé aux *Pilgrims* est prouvé par les restrictions imposées par les États-Unis sur les importations du zinc, de plomb et de minerai, par les interventions mal comprises et inadmissibles du gouvernement des États-Unis dans les affaires purement canadiennes de filiales d'entreprises américaines au Canada, qu'a mentionnées cet après-midi le ministre de la Justice, par les nouveaux programmes américains de troc de blé. Le gouvernement canadien a omis quatre mois durant,—omission scandaleuse que j'ai déjà mentionnée,—de répondre à la communication des États-Unis sur la loi antidumping, ou du moins jusqu'à ce que la loi eût été adoptée dans cette enceinte. Tout ceci indiquerait que la culture du jardin, du côté canadien de la frontière, n'a pas été très efficace ces derniers seize mois et qu'elle ne constitue certainement pas une amélioration par rapport aux méthodes libérales des années précédentes.

Je croyais, monsieur l'Orateur, que j'arrivais à la fin de ma critique détaillée, mais il y a encore une autre question que je mentionnerai. J'aurais dû en parler plus tôt, c'est une omission. Il s'agit des rapports entre le gouvernement fédéral et les provinces. Dans ce domaine, nous constatons certainement la même indécision, la même incertitude, malgré l'engagement précis du parti conservateur

[L'hon. M. Pearson.]